

## Recherches sociographiques



# Les revues savantes en études littéraires publiées au Québec : l'exemple d'*Études françaises*

Élisabeth Nardout-Lafarge

Les revues savantes en sciences sociales et humanités  
Volume 59, numéro 3, septembre–décembre 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1058724ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1058724ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Nardout-Lafarge, É. (2018). Les revues savantes en études littéraires publiées au Québec : l'exemple d'*Études françaises*. *Recherches sociographiques*, 59 (3), 461–468. <https://doi.org/10.7202/1058724ar>



## LES REVUES SAVANTES EN ÉTUDES LITTÉRAIRES PUBLIÉES AU QUÉBEC : L'EXEMPLE D'ÉTUDES FRANÇAISES

Élisabeth NARDOUT-LAFARGE

L'état des lieux présenté ici même par Andrée Fortin<sup>1</sup> rend fidèlement compte de l'histoire, du fonctionnement et des nouveaux enjeux liés à la situation actuelle des revues savantes dans le champ des études littéraires au Québec, et en particulier de celle que je dirige depuis 2014, *Études françaises*. Invitée en tant que directrice de cette revue à participer à ce dossier, je reviendrai, à partir de cette expérience, sur quelques-unes des questions soulevées dans l'article d'Andrée Fortin : le rôle institutionnel et disciplinaire des revues savantes, le problème de la langue et celui du financement. J'aborderai ces sujets, sachant que les transformations de sa diffusion et les incertitudes financières que vit actuellement *Études françaises* sont partagées par plusieurs autres revues, en littérature notamment, et qu'elles concernent également l'avenir de la plupart des publications savantes en sciences humaines qui paraissent en français au Québec.

### SUR L'IMPORTANCE DES REVUES DANS L'INSTITUTION

*Études françaises* existe depuis 1965. Plusieurs articles parus dans son volume jubilaire (50, 1-2 et 3, 2014), ont retracé les conditions de sa création et le rôle de ses fondateurs (LACROIX, 2014). Ces travaux explorent notamment la nature et l'évolution des liens qui l'attachent au Département des littératures de langue française de l'Université de Montréal, le département et la revue ayant été fondés presque en même temps et ayant partagé pendant des années le même nom<sup>2</sup>. Sur le plan institutionnel, ces liens sont inscrits dans le fonctionnement même de la revue : c'est toujours un professeur ou une professeure du département qui la dirige et la direction du département participe de façon statutaire à cette nomination. Néanmoins, contrairement à d'autres publications, dès ses débuts, *Études françaises* a maintenu

- 
1. Andrée Fortin, « Penser au Québec, penser le Québec. De quelques revues de sciences sociales », ici même, p. 411-433
  2. Le département d'études françaises est devenu en 2006 le département des littératures de langue française.

une certaine autonomie et ne se considère ni ne s'intitule, sur aucun document, revue du département. Comme le montrent les articles de Francis Gingras sur le Prix de la revue (GINGRAS, 2014) et de Michel Lacroix sur les choix théoriques et épistémologiques d'*Études françaises* (LACROIX, 2014), les liens intellectuels sont tout aussi manifestes. Bien qu'elle ne s'y soit pas limitée, la revue a constitué, dès son origine, une vitrine pour les travaux des différents spécialistes du département à partir de ce qui, au-delà de leur diversité théorique, unit leurs méthodes, à commencer par le travail sur le texte lu et travaillé dans sa langue d'écriture.

Dans le domaine des études sur la littérature québécoise, la construction d'une légitimation réciproque entre les départements de lettres et les revues savantes a été très finement analysée dans un essai de Nicole Fortin, *Une littérature inventée*, qui étudie le contexte historique, théorique et institutionnel de la fondation des trois revues universitaires qui sont encore actuellement les plus importantes du champ au Québec : *Voix et images* associée au Département d'études littéraires de l'UQAM, *Études littéraires* et *Études françaises* respectivement associées au Département des littératures de l'Université Laval et au Département des littératures de langue française de l'Université de Montréal (FORTIN, 1994). Il faut désormais ajouter *Tangence*, fondée en 1981, associée aux Départements de lettres des Universités du Québec à Trois-Rivières et à Rimouski.

L'essai de Nicole Fortin analyse la fonction instituante des revues savantes sur laquelle insiste également Andrée Fortin. Cette fonction se manifeste à tous les niveaux, du plus concret – celui de la carrière universitaire, dominée par l'oukase du *publish or perish* et dont l'évaluation repose pour une bonne part sur la qualité des revues dans lesquelles les chercheurs publient leurs travaux, sur leur réputation, leur visibilité, leur taux de consultation et de citation – au plus théorique : les revues ont un rôle de premier plan dans ce que Michel Lacroix appelle « la disciplinarisation du savoir », donc les mises en forme, les renouvellements, les réorientations des connaissances et des méthodes de travail. Elles participent ainsi à l'élaboration des définitions toujours en mouvement des disciplines et c'est dans leurs pages que s'amorcent et se discutent leurs transformations. En ce sens, elles servent de laboratoire, de banc d'essai, de mise à l'épreuve des théorisations et, la plupart du temps, les articles précèdent et inspirent les livres.

## LANGUE ET THÉORIE

Andrée Fortin souligne également comment « le regard porté sur le monde varie aussi selon le lieu – géographique, social, dominé ou dominant – d'où ce regard est porté, d'où la pertinence des études à caractère théorique publiées par les revues »<sup>3</sup>. C'est dire que les revues publiées au Québec développent une pensée théorique et constituent ainsi un point de vue singulier sur cette discipline.

---

3. Andrée Fortin, ici même, p. 426.

Cet aspect, inscrit très tôt dans le mandat de la revue<sup>4</sup>, concerne particulièrement *Études françaises*. Comme *Littérature* ou *Poétique* en France, *French Studies* aux États-Unis, *Études françaises* se spécialise dans l'étude des corpus littéraires écrits en français (c'est ce qui la distingue d'*Études littéraires* qui accueille des articles portant sur des corpus écrits dans d'autres langues et/ou traduits), sans considération des contextes nationaux, aussi bien au Québec, en France que dans les francophonies – concept que la revue a d'ailleurs contribué à élaborer dans les années 1966-1968 (GINGRAS 2014). (C'est ce qui la distingue également de *Voix et images* qui ne publie que des travaux portant sur la littérature québécoise.)

À titre d'illustration, au cours des deux dernières années, *Études françaises*, qui a adopté en 1974 un fonctionnement par dossiers comme la plupart des revues de la discipline, a publié des numéros sur « [l]a figure du père dans les littératures francophones », Afrique subsaharienne, Maghreb, Antilles (52, 1, 2016), sur les nouvelles maisons d'édition créées au Québec depuis les années 2000 (52, 2, 2016), et sur le rôle de la voix dans la poésie de Mallarmé (52, 3, 2016). En 2017, ont paru un numéro d'hommage au critique et essayiste Gilles Marcotte (53, 1), un autre sur la mise en livre de la littérature médiévale (53, 2) et le dernier numéro de l'année porte sur le dialogue épistémologique actuel entre littérature et histoire dans des corpus français des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles (53, 3). La rubrique « Exercices de lecture » où paraissent des articles libres, souvent signés par de jeunes chercheurs, présente la même variété et le même équilibre des corpus.

La revue publie ainsi les articles de spécialistes des littératures des différentes aires géographiques et des différentes époques, du Moyen Âge à la production contemporaine, diffusant dans le même espace et selon les mêmes critères d'évaluation, les travaux de québécois mais aussi de médiévistes, de spécialistes des littératures d'Ancien régime, du théâtre ou des littératures contemporaines, qu'ils soient québécois, canadiens, français, ou étrangers et dont les articles sont alors traduits. Le Québec n'est donc pas, à *Études françaises*, d'abord un objet d'étude, mais, sur la base d'une langue partagée dans le temps et dans l'espace et en prenant en compte toutes les modalités de ce partage, un point de vue à partir duquel penser de manière singulière la discipline littéraire ; point de vue générateur de dialogues, interdisciplinaires notamment, et de porosités théoriques qu'on ne trouve ni dans les revues françaises ni dans les revues américaines ou italiennes. On en verra un bon exemple dans un numéro de 2015, « Jean Genet en Amérique » (51, 1, 2015), dont les coordonnateurs, des universitaires du Québec, ont réuni des spécialistes français, américains, suédois et québécois pour relancer la lecture de Genet à partir de sa réception sur le continent nord-américain, en croisant des approches culturelles, *queer*, mais aussi historiques et génétiques.

---

4. Voir, entre autres, Georges-André Vachon, « Le conflit des méthodes », *Études françaises*, vol. 2, n° 2, 1966, p. 101-216, repris dans le dossier « Hommage à Georges-André Vachon », vol. 31, n° 2, 1995, p. 133-154, et l'analyse qu'en propose Michel LACROIX 2014, p. 61-64.

Cette pratique revient à affirmer que faire de la recherche en littérature au Québec, dans une histoire spécifique de l'institution de ce champ disciplinaire, à l'intérieur de pratiques universitaires qui ont leur histoire propre, permet d'élaborer des propositions théoriques spécifiques, innovatrices, susceptibles d'être reprises et réappropriées. Au fond, il en va ici d'une sorte de droit à théoriser, donc à penser, à partir d'ici sur des objets qui excèdent l'ici. Les recensions de plusieurs numéros, les citations des articles publiés à *Études françaises* dans des revues européennes et américaines, ou encore la publication récente d'articles de Jean-Luc Nancy et de Georges Didi-Huberman, dans un dossier, « Nouvelles poétiques de *l'ekphrasis* » (50, 2, 2014)<sup>5</sup>, exemplaire de l'ouverture à la philosophie et à l'histoire de l'art que la revue a régulièrement privilégiée, manifestent qu'*Études françaises* demeure l'une des publications de référence dans les études sur la littérature écrite en français.

### LANGUE ET FINANCEMENT

Or force est de constater que c'est sa fidélité à ce mandat qui a déclassé *Études françaises* lors du dernier concours des subventions d'aide aux revues savantes du FRQSC de l'automne 2014<sup>6</sup>. Que, dans la vie d'une revue, le résultat d'un concours relève de l'anecdote, de l'accident de parcours puisque c'était la première fois de son histoire qu'*Études françaises* n'obtenait pas du FRQSC le financement demandé, ne dispense pas de l'analyser, surtout quand il vient renforcer de manière aussi directe les inquiétudes actuelles sur l'avenir des revues de langue française. À ce concours, *Études françaises* a été notée « B+ » (ce qui l'exclut de facto de l'attribution par le Fonds des sommes restantes récemment distribuées), sur la base d'un bilan, d'une gouvernance et d'une diffusion « excellents » et d'articles « très bons », tandis que sa pertinence et son originalité ont été jugées « bonnes » seulement, ce qui signifie en termes subventionnaires « insuffisantes ». Dans la fiche d'évaluation qui accompagne la lettre de refus, se trouve une phrase que je ne peux pas ne pas citer tant elle est au cœur des préoccupations de ce dossier : « Les membres du comité s'interrogent par ailleurs quant à la revendication d'un calibre international pour la revue, les articles publiés étant rédigés exclusivement en français » [sic]. Outre qu'elle s'avère particulièrement inquiétante en ce qu'elle émane d'un organisme gouvernemental québécois, cette phrase fait craindre que l'appréciation ait pu être plus négative encore si les évaluateurs dont elle exprime l'opinion s'étaient avisés que non seulement les articles publiés, mais surtout les textes étudiés à *Études françaises* sont exclusivement en français.

Ce qui a été rejeté – ou inaperçu – par ce comité tient premièrement à la possibilité de faire en français de la recherche au niveau international, d'être international en français, quand soutenir et promouvoir la recherche en français relève de la raison d'être du Fonds. Sur cette nécessité politique et culturelle, si longtemps

5. Dossier coordonné par Ginette Michaud

6. Je tiens à préciser que, nommée en 2014, j'ai présenté à ce concours le bilan de la direction précédente, bilan dont je suis totalement solidaire bien que je n'en sois pas directement responsable.

défendue au Québec, on renverra aux articles parfois acerbes que l'essayiste André Belleau a consacrés à la question (Belleau, 1986a et 1896b). Deuxièmement, dans le cas d'*Études françaises*, où le français n'est pas seulement la langue de diffusion des résultats mais l'objet d'étude puisque le mandat de la revue couvre justement la littérature écrite en français à travers le monde et à travers le temps, ce qui a aussi été rejeté – ou inaperçu –, c'est la validité d'un point de vue théorique original sur cet objet et, en quelque sorte, émanant de lui. Ce faisant, on a déprécié ou négligé d'une part, l'importance, pour les études littéraires, de l'analyse textuelle qui seule peut mettre au jour les modalités à l'œuvre dans la construction du sens et, d'autre part, l'expertise internationalement reconnue des chercheurs du Québec ou des québécois étrangers sur les rapports entre la langue et la littérature. Je citerais, pour m'en tenir à des auteurs directement liés à *Études françaises*, Lise Gauvin, Jean-Marie Klinkenberg et Benoît Melançon. Ainsi, au-delà de la langue de diffusion, ce sont, par conséquent, des années de travaux largement cités et repris dans la discipline qui ont été désavouées.

Parmi les explications de ce refus, explications plus ou moins paranoïaques auxquelles me conduit la gestion de la pauvreté de la revue, désormais à moitié financée grâce à la subvention du CRSH, on peut prêter au FRQSC la volonté d'opérer une sorte de rééquilibrage des ressources (alors particulièrement limitées, j'en tiens compte) entre *Études françaises* et *Études littéraires*, la première ayant été subventionnée sans interruption depuis la création du fonds alors que ce n'est pas le cas de la seconde. Selon cette hypothèse, il faut supposer que le comité n'a pas perçu la différence de leurs mandats ou qu'il a choisi de rejeter celui d'*Études françaises*. Les deux revues partagent certes des auteurs, des évaluateurs et des lecteurs, mais leur objet et leur champ d'investigation ne sont pas les mêmes et c'est précisément la question de la langue qui les distingue ; le travail sur les textes dans leur langue originale supposant forcément des perspectives, le recours à des méthodes et des modes d'analyse qui ne sont pas les mêmes que ceux que requiert le travail sur des textes traduits. À l'image des départements universitaires qui les ont vu naître et comme l'indiquent leurs noms, *Études littéraires* et *Études françaises* occupent des créneaux différents dont la coexistence et le dialogue nourrissent le développement du champ disciplinaire.

## NUMÉRIQUE ET FINANCEMENT

La question de la recherche en français sur des objets d'études intrinsèquement liés à cette langue est d'autant plus cruciale au moment où, comme l'écrit Andrée Fortin, la diffusion numérique, à maints égards souhaitable et de toute façon irréversible, prive, à terme, les revues universitaires de tout revenu en dehors des subventions. L'article d'Andrée Fortin en mesure très clairement les conséquences prévisibles. Je voudrais souligner également quelques embûches d'un passage au numérique qui ne serait pensé qu'en termes d'allègement des coûts. Celui de la diffusion numérique a récemment diminué suite au financement par le FRQSC de la plateforme Érudit, soulageant ainsi les revues d'une lourde pression financière ; il serait cependant désastreux que le soutien accordé à la plateforme serve d'argument pour diminuer celui dont les revues ont encore besoin pour y verser des contenus

pertinents et validés par les pairs. L'accès numérique ne supprime nullement le travail sur lequel repose la qualité d'une publication, sa réputation, son attractivité, sa force d'impact, à savoir les processus exigeants d'évaluation et d'édition des textes qu'elle publie. Au contraire même serait-on tenté d'ajouter. Une revue doit, plus encore dans ce contexte de concurrence augmentée, se distinguer par le soin mis à sa présentation, le niveau de ses articles et la réputation de ses auteurs, en même temps qu'elle doit diversifier autant que possible ses modes de diffusion. Ainsi *Études françaises* a désormais son propre site internet<sup>7</sup> (alors que sa présence sur le web se limitait jusqu'alors à une page du site des Presses de l'Université de Montréal), dont la création a été financée par un partenariat avec le Département des littératures de langue française et la Chaire de recherche du Canada sur les écritures numériques. Une aide de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal a permis à *Études françaises* le recrutement d'un auxiliaire de recherche chargé de l'entretien technique de ce site. Si le « virage numérique » simplifie et allège en effet une partie des procédures d'édition, il en crée également d'autres et, surtout, ne fait pas disparaître la question du financement du travail requis par sa publication, sous quelque forme que ce soit.

Parmi les solutions, Andrée Fortin évoque le choix retenu par certaines revues de facturer les auteurs pour la publication de leurs articles et insiste sur les limites que cette mesure imposerait aux disciplines, excluant, dans les faits, toute recherche non subventionnée de la publication et freinant proportionnellement l'émergence de perspectives nouvelles. C'est la raison pour laquelle nous l'avons refusée à *Études françaises*. Mais la pauvreté gruge les principes et nous nous sommes résignés à demander aux coordonnateurs de dossiers (quand ces dossiers entrent dans le cadre de leurs recherches subventionnées) d'assumer certains frais que la revue ne peut plus prendre en charge ; il s'agit en particulier des coûts liés à l'iconographie (droits de reproduction notamment), de l'organisation du lancement d'un numéro, mais aussi des frais encourus pour la traduction et la révision des résumés d'articles ou d'articles écrits dans une autre langue. Je signale sur ce point que, pour des raisons financières, il nous est désormais de plus en plus difficile, voire impossible, de publier des articles traduits et tout un pan de la recherche investi par les spécialistes non francophones de la littérature écrite en français, américains mais aussi allemands ou italiens notamment, disparaît ainsi de la revue. Ce n'est pas sans conséquence pour la discipline et l'évolution de la discussion théorique. Plus gravement peut-être pour la fonction d'innovation que les revues exercent dans un champ disciplinaire, le manque de financement ne peut être compensé que par un surcroît d'investissement et de temps de la part d'équipes éditoriales réduites, de sorte que les directions de revues, désormais accordées sans dégrèvement d'enseignement, risquent de ne plus être assumées que par des universitaires en fin de carrière qui peuvent, sans trop de dommages professionnels, mettre leurs propres recherches entre parenthèses. C'est de nouveau la capacité des revues à innover qui est directement menacée.

---

7. <http://revue-etudesfrancaises.umontreal.ca>

\*

\* \*

Mais, même privée de la subvention du FRQSC, *Études françaises* a continué de faire paraître trois numéros par an, plusieurs ont donné lieu à des tables rondes publiques où s'est poursuivie la discussion (c'est le cas de « Nouvelles maisons d'édition au Québec, nouvelles perspectives ? »), activités qu'on peut désormais suivre sur le site qui offre un accès facilité au riche patrimoine des cinquante-deux ans de publication de la revue. Le prix de la revue *Études françaises* (qui a permis que soient publiés pour la première fois *Les soleils des indépendances* de Kourouma en 1968 (DAVILLE, 2014), *L'homme rapaillé* de Miron en 1970 (NARDOUT-LAFARGE, 2014) et dont l'essai qu'il a récompensé en 2012 a aussi reçu le Prix du Gouverneur Général) sera remis à nouveau l'an prochain grâce à son financement par les Presses de l'Université de Montréal. Je tiens à souligner que, s'ils ne compensent évidemment pas la perte de la subvention du FRQSC, les appuis financiers des PUM, du Département des littératures de langue française, de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal et du Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoise (CRILCQ) permettent à *Études françaises* de continuer d'exister. La précieuse mobilisation de toutes ces instances autour de la revue donne également la mesure de l'importance qu'on lui accorde dans l'institution. Tout cela au risque, suggère en moi la voix paranoïaque, de laisser croire qu'au fond, la revue peut survivre avec moins de financement...

Or, si la communauté scientifique s'entend sur la nécessité, pour les revues savantes de langue française, de continuer de jouer leur rôle au Québec, ces aménagements et ces bricolages précaires ne peuvent être que transitoires. Le cas d'*Études françaises* illustre les risques, à mon sens considérables et imminents, que le sous-financement fait courir aux revues de sciences humaines et sociales qui paraissent ici en français. Aussi est-il urgent de mettre sur pied une politique de soutien de ces revues et des plateformes qui les diffusent, dans les organismes subventionnaires qui ont la charge d'en assurer la pérennité, dans les universités qui bénéficient de leur travail pour la validation et la diffusion de leurs recherches, et avec l'aide des associations de chercheurs qui doivent demeurer mobilisées.

Élisabeth NARDOUT-LAFARGE

Université de Montréal  
elisabeth.nardout-lafarge@umontreal.ca



## BIBLIOGRAPHIE

BELLEAU, André

- 1986 « L'effet Derome » et « Pour un unilinguisme antinationaliste » dans *Surprendre les voix*, dirigé par François RICARD et Fernand OUELLET, Montréal, Boréal, 1986, p. 107-123.

CHAURETTE, Normand

- 2012 *Comment tuer Shakespeare ?*, Montréal, PUM, coll. « Prix de la revue *Études françaises* ».

DAVILLE, Florence

- 2014 « Les dessous de la littérature : quand Georges-André Vachon pousse Ahmadou Kourouma à réécrire *Les soleils des indépendances* », *Études françaises*, vol. 50, n<sup>os</sup> 1-2 : 25-47.

FORTIN, Nicole

- 1994 *Une littérature inventée. Littérature québécoise et critique universitaire. 1965-1975*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Vie des lettres québécoises ».

GINGRAS, Francis

- 2014 « Présentation : le prix de la revue *Études françaises* : rétrospective », *Études françaises*, vol. 50, volume jubilaire, n<sup>os</sup> 1-2 : 7-19.

LACROIX, Michel

- 2014 « "L'épreuve de la lecture publique" : *Études françaises*, la disciplinarisation du savoir et l'idéal du critique-écrivain », *Études françaises*, vol. 50, n<sup>o</sup> 3, 2014, p. 39-80. « Libre accès immédiat et libre accès différé : impact sur la consultation des articles », *Salons. Un éclairage sur la société par les revues savantes, Érudit*. [<https://salons.erudit.org/salon/enjeux-de-la-diffusion-savante>], consulté le 24 février 2018.

NARDOUT-LAFARGE, Élisabeth

- 2014 « Entretien avec Jacques Brault », *Études françaises*, vol. 50, n<sup>os</sup> 1-2 : 51-64.